

CONVOCATIONS

ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

PEUGEOT SA

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 234 618 266 €.
Siège social : 75, avenue de la Grande Armée, Paris 16ème.
552 100 554 R.C.S. Paris.

Avis de réunion.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la Société sont avisés qu'ils seront prochainement convoqués à une Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire de la société PEUGEOT SA pour le 23 mai 2007 à dix heures, 75 avenue de la Grande Armée Paris 16ème, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A. – Assemblée délibérant comme Assemblée Générale ordinaire.

- Rapport de gestion du Directoire sur l'exercice 2006, rapport du Conseil de Surveillance, rapport général et rapport sur les comptes consolidés des Commissaires aux comptes.
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2006 ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2006 ;
- Affectation des résultats et mise en distribution du dividende ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées ;
- Renouvellement du mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Jean-Philippe PEUGEOT ;
- Ratification de la cooptation de Monsieur Robert PEUGEOT comme membre du Conseil de surveillance et renouvellement de son mandat ;
- Nomination de Monsieur Henri Philippe REICHSTUL comme nouveau membre du Conseil de surveillance ;
- Nomination de Monsieur Geoffroy ROUX de BEZIEUX comme nouveau membre du Conseil de surveillance ;
- Autorisation d'un programme de rachat d'actions.

B. – Assemblée délibérant comme Assemblée Générale extraordinaire.

- Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des titres donnant directement ou indirectement accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
- Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
- Autorisation donnée au Directoire d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital ;
- Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des actions de la Société réservées aux salariés ;
- Autorisation donnée au Directoire de réduire le capital par voie d'annulations d'actions rachetées par la Société ;
- Autorisation donnée au Directoire d'utiliser les délégations et autorisations en période d'offre publique portant sur les titres de la Société ;
- Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique portant sur les titres de la Société ;
- Autorisation donnée au Directoire de consentir des options d'achat d'actions.

Il est proposé au vote des actionnaires les résolutions suivantes :

I. – Délibérations à caractère ordinaire.

Première résolution (*Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2006*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance des comptes annuels, du rapport de gestion du Directoire sur l'exercice écoulé, du rapport du Conseil de Surveillance, du rapport général des Commissaires aux comptes approuve les comptes sociaux de l'exercice 2006 qui font ressortir un bénéfice de 747.728.147,82€, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution (*Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2006*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance des comptes consolidés, des commentaires du Directoire ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2006, tels qu'ils viennent de lui être présentés.

Troisième résolution (*Affectation du résultat*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, constate que le bénéfice distribuable, constitué par le bénéfice de l'exercice de 747.728.147,82 € majoré du report à nouveau bénéficiaire de l'exercice précédent d'un montant de 693 248 137,26 €, s'élève à la somme de 1.440.976.285,08 €.

Elle décide d'affecter comme suit ce bénéfice distribuable :

aux actions	316.734.659,10€
aux autres réserves	500.000.000,00€
au report à nouveau	624.241.625,98€

Le dividende de 1,35€ par action, éligible en totalité à l'abattement de 40 % visé à l'article 158, 3-2 à 4 du C.G.I pour ceux des actionnaires pouvant en bénéficier sera mis au paiement le 30 mai 2007.

Les sommes correspondant au dividende non versé sur les actions propres détenues par la Société au jour de la mise en paiement du dividende seront affectées au report à nouveau.

L'Assemblée Générale prend note qu'au titre des exercices 2003, 2004 et 2005 les dividendes ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions Rémunérées	Dividende net
2003	237.437.862 Actions de 1 €	1,35 €
2004	229.803.390 Actions de 1 €	1,35 €
2005	229.146.756 Actions de 1 €	1,35 €

Quatrième résolution (Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial présenté par les Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées, approuve ce rapport et les opérations qui y sont mentionnées.

Cinquième résolution (Renouvellement du mandat d'un Membre du Conseil de Surveillance). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, décide, sur la proposition du Conseil de surveillance, de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Jean-Philippe PEUGEOT, pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2013 à statuer sur les comptes de l'exercice 2012.

Sixième résolution (Ratification de la cooptation d'un Membre du Conseil de Surveillance et Renouvellement de son mandat). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, décide, sur la proposition du Conseil de Surveillance, de ratifier la cooptation de Monsieur Robert PEUGEOT en qualité de Membre du Conseil de Surveillance, décidée par le Conseil de Surveillance lors de sa réunion du 6 février 2007, en remplacement de Monsieur Jean Louis DUMAS, démissionnaire, et de renouveler le mandat de Membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Robert PEUGEOT, pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2013 à statuer sur les comptes de l'exercice 2012.

Septième résolution (Nomination d'un membre du Conseil de Surveillance). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, décide, sur la proposition du Conseil de Surveillance, de nommer Monsieur Henri Philippe REICHSTUL membre du Conseil de Surveillance pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2013 à statuer sur les comptes de l'exercice 2012, en remplacement de Monsieur Jean BOILLOT dont le mandat prend fin à la date de l'Assemblée.

Huitième résolution (Nomination d'un membre du Conseil de Surveillance). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, décide, sur la proposition du Conseil de surveillance, de nommer Monsieur Geoffroy ROUX de BEZIEUX membre du Conseil de Surveillance pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2013 à statuer sur les comptes de l'exercice 2012, en remplacement de Monsieur Pierre BANZET qui a démissionné à la date de l'Assemblée.

Neuvième résolution (Autorisation d'un programme de rachat d'actions). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du Rapport du Directoire, autorise le Directoire à acquérir des actions de la Société en vue soit de réduire le capital de la Société soit de l'attribution d'actions à des salariés, dirigeants ou mandataires sociaux de la Société ou de sociétés ou de groupements qui lui sont liés lors de l'exercice d'options d'achat d'actions, soit de la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital. L'acquisition de ces actions pourra être effectuée par tous moyens et à toute époque, sur le marché ou hors marché, y compris par l'utilisation de tous instruments financiers dérivés, négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré et notamment par toutes options d'achat. Le prix maximum d'achat est fixé à 65 € par action.

Le Directoire pourra acquérir au maximum 16.000.000 actions en vertu de la présente autorisation qui lui est donnée pour une durée de dix huit mois à compter du 24 mai 2007 et qui se substitue, à compter de la présente assemblée, à l'autorisation conférée par l'assemblée générale du 24 mai 2006.

II. – Délibérations à caractère extraordinaire.

Dixième résolution (Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des titres donnant directement ou indirectement accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire ainsi que du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et statuant en application des dispositions de l'article L. 225-129-2 et L. 228-92 du Code de Commerce :

I. délègue au Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, la compétence de décider, dans un délai de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée Générale, une ou plusieurs augmentations de capital, à réaliser au moyen de :

a) l'émission, en France ou à l'étranger, en Euros, d'actions Peugeot SA et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions Peugeot SA, les valeurs mobilières autres que des actions pouvant être également libellées en monnaies étrangères ;
b) et/ou l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission, sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ;

II. décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, (en ce compris les émissions d'actions à émettre éventuellement pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières précédemment émises) ne pourra avoir pour effet de porter le capital social, actuellement fixé à 234 618 266 €, à un montant supérieur à 400.000.000 €, le montant des primes d'émission et/ou de remboursement n'étant pas compris dans le plafond ci-dessus fixé,

III. décide que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital social susceptibles d'être ainsi émises ne pourra excéder 600.000.000 d'Euros en nominal.

IV. décide que les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution.

V. décide :

a) que, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci dessus, le Directoire pourra offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;

b) qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation de bénéfices, réserves ou primes d'émission, les droits formant rompus ne seront pas négociables et les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits, 30 jours au plus tard après la date d'inscription à leur compte du nombre entier d'actions attribuées ;

c) qu'en cas d'émission de valeurs mobilières composées, les actionnaires ne disposeront d'aucun droit préférentiel de souscription sur les actions à émettre au profit des titulaires de ces valeurs mobilières ;

La présente délégation se substitue aux délégations conférées au Directoire par l'Assemblée Générale du 25 mai 2005 pour toute augmentation de capital.

Onzième résolution (*Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue au Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission, en France ou à l'étranger, en Euros d'actions Peugeot SA ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des actions Peugeot SA, qui pourront être réalisées, si le Directoire le juge opportun, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour la totalité du plafond d'augmentation de capital fixé au paragraphe II de la résolution précédente.

L'Assemblée Générale décide que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital social susceptibles d'être ainsi émises ne pourra excéder 600.000.000 d'Euros en nominal, ce montant s'imputant sur le plafond fixé au paragraphe III de la résolution précédente.

L'Assemblée Générale décide que le Directoire pourra instituer au profit des actionnaires, s'il le juge opportun, un droit de priorité pour souscrire les actions émises en vertu de la présente délégation en application des dispositions de l'article L 225-135 du Code de commerce.

La délégation ainsi conférée au Directoire est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

L'Assemblée Générale déclare renoncer expressément à l'exercice de ce droit préférentiel de souscription, pour le cas où le Directoire userait de la faculté à lui conférée par la présente résolution, étant précisé que le prix d'émission pour chacune des actions qui seraient créées par souscription, conversion, échange ou exercice de bons de souscription, sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de la Bourse de Paris précédant sa fixation, diminuée d'une décote maximale de 5%.

Douzième résolution (*Autorisation donnée au Directoire d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le Directoire, à augmenter le nombre de titres à émettre, conformément aux dispositions de l'article L 225-135-1 du Code de commerce, pour chacune des émissions décidées en application des dixième et onzième résolutions qui précèdent, et au même prix que celui fixé pour l'émission initiale, dans la limite du plafond global mentionné dans les deux résolutions précédentes. La présente autorisation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

Treizième résolution (*Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet de procéder à une ou des augmentations du capital social réservées aux salariés*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, et en application des dispositions de l'article L 225-129-6 du Code de Commerce, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, à augmenter le capital social, sur ses seules délibérations, en une ou plusieurs fois, dans les conditions prévues à l'article L 443-5 du Code du Travail, et dans la limite d'un montant nominal maximum de 15 000 000 d'Euros, par l'émission d'actions réservées aux salariés.

Elle confère tous pouvoirs au Directoire aux fins de fixer souverainement le montant de l'augmentation ou des augmentations de capital dans la limite du plafond autorisé, l'époque de leur réalisation ainsi que les conditions et modalités de chaque augmentation. Il pourra arrêter le prix d'émission des actions nouvelles conformément aux dispositions de l'article L 443-5 du Code du Travail, leur mode de libération, les délais de souscription et les modalités de l'exercice du droit de souscription des salariés.

Le Directoire disposera de tous pouvoirs nécessaires pour décider et exécuter tous actes, prendre toutes mesures, procéder à la modification corrélative des statuts et accomplir toutes formalités nécessaires en vue de la réalisation de l'augmentation de capital ainsi autorisée.

La présente autorisation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

Quatorzième résolution (*Autorisation donnée au Directoire de réduire le capital par voie d'annulation d'actions rachetées par la société*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le Directoire, dans les conditions prévues par l'article 9 des statuts, à procéder sur ses seules délibérations à l'annulation des actions de la Société qu'elle détient ou qu'elle pourrait détenir par suite d'achats réalisés dans le cadre de l'autorisation donnée par la neuvième résolution ci-dessus, dans la limite de dix pour cent du capital de la Société par périodes de vingt-quatre mois.

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Directoire pour procéder, s'il y a lieu, à une ou plusieurs réductions de capital en conséquence de l'annulation des actions précitées et en particulier modifier les statuts, effectuer toutes formalités de publicité et prendre toutes dispositions pour permettre directement ou indirectement la réalisation de cette ou ces réductions de capital.

Quinzième résolution (*Autorisation donnée au Directoire d'utiliser les délégations et autorisations en période d'offre publique portant sur les titres de la Société*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance, et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Directoire, pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée et dans les conditions fixées par la loi, à utiliser, en période d'offre publique portant sur les titres de la Société, les délégations de compétence et autorisations données au Directoire à l'effet d'acquérir des actions Peugeot SA, d'augmenter ou de réduire le capital social en application des dispositions des neuvième, dixième, onzième, douzième, treizième et quatorzième résolutions qui précèdent, et ce pour la totalité des montants des délégations et autorisations fixés dans lesdites résolutions.

Seizième résolution (*Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique portant sur les titres de la Société*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance, et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue au Directoire, en application des dispositions des articles L233-32 II et L 233-33 du Code de commerce, pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée, la compétence d'émettre, en une ou plusieurs fois, en période d'offre publique portant sur les titres de la Société, des bons permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à des actions Peugeot SA et d'attribuer gratuitement lesdits bons à tous les actionnaires de la Société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique.

L'Assemblée Générale fixe à 160 Millions d'Euros le montant de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'exercice desdits bons, ce montant s'imputant sur les augmentations de capital auxquelles le Directoire pourrait procéder en vertu des dixième, onzième, douzième, treizième et quinzième résolutions qui précèdent, et à 160 Millions le nombre maximum de bons de souscription pouvant être émis en vertu de la présente résolution.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Directoire à l'effet de fixer les conditions d'exercice de ces bons, qui doivent être relatives aux termes de l'offre ou de toute offre concurrente éventuelle, ainsi que les autres caractéristiques de ces bons, dont le prix d'exercice ou les modalités de détermination de ce prix. Ces bons deviennent caducs de plein droit dès que l'offre et toute offre concurrente éventuelle échouent, deviennent caduques ou sont retirées. La présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les bons de souscription émis en vertu de la présente résolution donneraient droit.

Dix-septième résolution (*Options d'achat d'actions*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance, et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Directoire à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice de salariés, de dirigeants ou mandataires sociaux de la société PEUGEOT S.A., ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés, des options donnant droit à l'achat d'actions PEUGEOT S.A. provenant d'un rachat effectué par la Société elle-même.

Le Directoire utilisera cette autorisation dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Sous réserve des dispositions légales, le prix à payer lors de la levée d'options d'achat des actions sera fixé par le Directoire, sans décote, le jour où les options seront consenties, étant précisé que ce prix ne pourra être inférieur ni à la moyenne des premiers cours de l'action PEUGEOT S.A. sur Euronext lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du Directoire d'attribuer les options ni au cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des articles L 225-208 et L 225-209 du Code de commerce.

Le nombre d'actions susceptibles d'être achetées ne pourra pas dépasser 2.500.000 actions.

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 août 2008.

L'Assemblée Générale confère au Directoire les pouvoirs les plus larges pour la réalisation de la présente autorisation, notamment fixer le montant maximum des options pouvant être attribuées à un même bénéficiaire, déterminer les conditions d'attribution des options, procéder aux ajustements nécessaires en cas de réalisation d'opérations financières postérieurement à l'attribution des options.

L'Assemblée Générale fixe à huit ans le délai maximum pendant lequel les options peuvent être exercées.

Les demandes d'inscription à l'ordre du jour des projets de résolutions présentés par les actionnaires remplissant les conditions prévues à l'article 128 du décret du 23 mars 1967 modifié par le décret 2006-1566 doivent, conformément aux dispositions légales, être envoyées au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception à compter de la publication du présent avis et jusqu'à vingt-cinq jours avant l'Assemblée Générale.

Lorsque ces demandes émanent d'actionnaires, elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte qui justifie de la possession ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du capital exigée par l'article 128 sus-visé. En outre, l'examen par l'assemblée des projets de résolution déposés par les actionnaires dans les conditions réglementaires est subordonné à la transmission par les auteurs de la demande d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes conditions au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Tout actionnaire, quel que ce soit le nombre d'actions qu'il possède, peut prendre part à cette Assemblée ou s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire.

Toutefois, pour être admis à assister à cette Assemblée, à voter par correspondance ou s'y faire représenter :

1. les actionnaires propriétaires d'actions nominatives devront être inscrits en compte « nominatif pur » ou « nominatif administré » au troisième jour ouvré précédant l'Assemblée, à zéro heure, heure de Paris.
2. les actionnaires propriétaires d'actions au porteur devront être enregistrés au troisième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le dix-huit mai 2007, à zéro heure, heure de Paris.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité sera constaté par une attestation de participation délivrée par cet intermédiaire habilité en annexe au formulaire de vote à distance ou par procuration ou à la demande de carte d'admission établi au nom de l'actionnaire. Une attestation pourra également être délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'aura pas reçu sa carte d'admission le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Tout actionnaire souhaitant voter à distance ou par procuration et qui n'aurait pu se procurer le formulaire de vote auprès d'un intermédiaire habilité, pourra demander ce formulaire par simple lettre adressée à la Société (Direction Financière et Informatique, Service de la Communication Financière 75 avenue de la Grande Armée 75116 PARIS). Cette demande devra être reçue par la Société six jours au moins avant la date de l'Assemblée, soit le dix-sept mai 2007.

Les votes à distance ou par procuration ne pourront être pris en compte que si les formulaires dûment remplis et signés, accompagnés de l'attestation de participation parviennent au siège de la Société trois jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Tout actionnaire ayant transmis son formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration ou ayant demandé une carte d'admission ne peut plus choisir un autre mode de participation. Il peut cependant céder tout ou partie de ses actions.

Le Directoire.

0704265